



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

réforme

Question au Gouvernement n° 2251

Texte de la question

RÉFORME DES RETRAITES

M. le président. La parole est à M. Daniel Goldberg, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.
M. Daniel Goldberg. Ma question s'adresse à M. le ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique, car je reviens à mon tour sur la réforme des retraites.

Ce qui nous différencie au fond, monsieur le ministre, et nous l'avons bien entendu cet après-midi, c'est votre choix d'en faire uniquement une mesure comptable. Nous n'aurions à arbitrer qu'entre de mauvais choix, de l'allongement de la durée de cotisation au recul de l'âge légal. Nous reprocherions presque à nos concitoyens de vivre plus vieux et en meilleure santé. Pour vous, finalement, la perte du pouvoir d'achat des petites et des moyennes retraites est un mal nécessaire. Vous ne prenez en aucun cas les revenus du capital, les stock-options par exemple, comme étant aussi une variable pour réformer les modalités de financement.

Notre vision est différente. Nous voulons une réforme équilibrée et, parce que la démographie nous oblige tous à regarder l'avenir en face, il nous faut innover plutôt que subir. C'est pourquoi nous vous proposons, de manière précise et chiffrée, un système qui maintient les avancées collectives obtenues précédemment, et notamment l'âge légal de départ à la retraite à soixante ans, tout en prêtant attention aux parcours personnels et, en particulier, à celles et à ceux qui veulent travailler plus longtemps.

Au-delà, cela demande, pour l'emploi des seniors, que notre pays cesse de gâcher ses talents, comme il le fait d'ailleurs à l'autre bout de la vie professionnelle avec les jeunes entrant sur le marché du travail. C'est pourquoi nous vous proposons également de restructurer le marché du travail afin de sortir de ce qui est une impasse collective, ces plus de 60 % de salariés seniors qui pourraient travailler et sont sans emploi.

Alors de deux choses l'une : comptez-vous rester uniquement dans une approche comptable de la réforme des retraites, ou bien approuvez-vous les orientations et les mesures que nous avons mises hier, de manière précise, sur la table ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

M. le président. La parole est à M. Éric Woerth, ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique.

M. Éric Woerth, *ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique*. Il n'y a pas d'innovation, monsieur le député, dans ce que vous proposez.

M. Patrick Roy. Mais si !

M. Éric Woerth, *ministre du travail*. Les solutions que vous proposez, on les entend depuis vingt ans. Quand il y a un problème, on augmente les impôts. C'est ainsi que vous répondez à la question des retraites.

M. François Lamy. Vous, vous les diminuez !

Mme Marie-Françoise Clergeau. Vous taxez les plus modestes !

M. Éric Woerth, *ministre du travail*. Si ce n'est pas une réponse comptable, j'aimerais bien savoir ce que c'est ! Votre vision de la retraite n'est qu'une vision comptable.

Lorsque vous prétendez qu'on ne peut pas travailler plus longtemps, alors que l'on vit plus longtemps, vous avez une approche comptable, vous êtes dans le tabou et le déni de réalité. Nous pourrions avoir un débat sérieux lorsque vous aurez des propositions sérieuses. *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

M. Marcel Rogemont. Vous n'êtes pas un maître d'école devant vos élèves !

M. Éric Woerth, *ministre du travail*. Nous sommes dans le temps de concertation. Notre projet viendra lorsqu'elle sera terminée. Vous, vous ne savez pas ce qu'est la concertation *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC)*,

ce qu'est le dialogue.

Le Gouvernement a choisi une méthode. Elle vous étonne, je le sais, mais c'est une méthode de bon sens. Nous écoutons, nous orientons, nous réécoutons, nous décidons. Le Parlement pourra ensuite discuter tout le mois de septembre et tout le mois d'octobre, pour une réforme qui intéresse tous les Français.

Il faut cesser, monsieur le député, de penser que l'avenir de la France est dans l'impôt (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*),...

M. Jean Glavany. Les dettes, c'est mieux !

M. Éric Woerth, *ministre du travail*. ...les taxes, les cotisations et les contributions. Vous pensez cela depuis trente ans. La France change. L'Europe aussi, comme le monde. Le parti socialiste ne peut pas être le seul à ne jamais changer sur rien ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. Daniel Goldberg](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (3^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2251

Rubrique : Retraites : généralités

Ministère interrogé : Travail, solidarité et fonction publique

Ministère attributaire : Travail, solidarité et fonction publique

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 20 mai 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 20 mai 2010